

Mise à jour des projections économiques et budgétaires Le chemin est clairement tracé

Malgré des prévisions économiques un peu moins favorables, le ministère des Finances du Canada conserve son objectif de retourner à l'équilibre budgétaire au cours de l'exercice 2015-2016 avec un surplus de 3,7 G\$. Pour l'exercice en cours, le déficit sera légèrement plus faible que prévu, soit 17,9 G\$ plutôt que 18,7 G\$, et ce, malgré l'aide de 2,86 G\$ qui devra être offerte aux sinistrés des inondations en Alberta et de la ville de Lac-Mégantic. Considérant le gel des dépenses de fonctionnement des ministères pour deux ans à partir de 2014-2015 et les mesures de prudence prises dans la mise à jour d'aujourd'hui, le gouvernement s'assure d'un contrôle serré des dépenses et d'une bonne marge de manœuvre. Il n'est donc pas exclu que l'équilibre puisse être atteint une année plus tôt que prévu, soit dès 2014-2015.

Tableau 1
État sommaire des opérations

En G\$	Réel		Prévisions				
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Revenus budgétaires	256,6	265,2	277,4	293,9	307,0	317,9	332,7
- Variation (%)	3,0	3,4	4,6	5,9	4,5	3,6	4,7
Dépenses de programmes	(246,4)	(253,6)	(253,1)	(259,4)	(268,8)	(277,2)	(286,8)
- Variation (%)	0,9	2,9	(0,2)	2,5	3,6	3,1	3,5
Frais de la dette	(29,2)	(29,5)	(29,7)	(30,8)	(33,2)	(35,0)	(36,1)
- Variation (%)	(6,1)	1,0	0,7	3,7	7,8	5,4	3,1
Rajustement en fonction du risque¹	0,0	(1,5)	(3,0)	(3,0)	(3,0)	(3,0)	(3,0)
Solde budgétaire	(18,9)	(17,9)	(5,5)	3,7	5,0	5,7	9,8
Dette fédérale²	602,4	617,9	623,3	619,6	614,6	608,9	599,1
- Variation (%)	3,2	2,6	0,9	(0,6)	(0,8)	(0,9)	(1,6)
% du PIB							
Revenus budgétaires	14,1	14,2	14,3	14,5	14,5	14,4	14,4
Dépenses de programmes	13,5	13,6	13,1	12,8	12,7	12,5	12,4
Frais de la dette publique	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6
Solde budgétaire	(1,0)	(1,0)	(0,3)	0,2	0,2	0,3	0,4
Dette fédérale	33,1	33,1	32,2	30,6	29,1	27,6	26,0

¹ Réserve incluse à même les revenus budgétaires; ² Dette représentant les déficits cumulés incluant d'autres éléments du résultat étendu.

Source : Ministère des Finances du Canada

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Benoit P. Durocher
Économiste principal

LES RISQUES À LA BAISSÉ SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SONT ENCORE IMPORTANTS

De façon générale, l'évolution de l'économie canadienne au cours des derniers mois a été assez conforme aux projections établies dans le budget de mars dernier. La hausse prévue du PIB réel pour 2013 demeure aux alentours de 1,7 %, tandis que le taux de chômage attendu est encore de 7,1 %. La croissance des prix s'est toutefois avérée un peu plus faible. Ainsi, le PIB nominal pourrait croître de seulement 2,9 % en 2013 selon nos projections, soit un pronostic inférieur à la hausse de 3,3 % prévue lors du dernier budget.

Force est de constater que les risques demeurent orientés à la baisse pour 2014. Les appuis à la croissance de la demande intérieure sont assez faibles, tandis que de nombreuses incertitudes entourent l'accélération attendue des exportations. De plus, le climat de faible croissance des prix devrait se poursuivre, si bien que le PIB nominal pourrait augmenter de 3,8 % en 2014, soit près de 1 % de moins que la prévision comprise dans le budget de mars dernier.

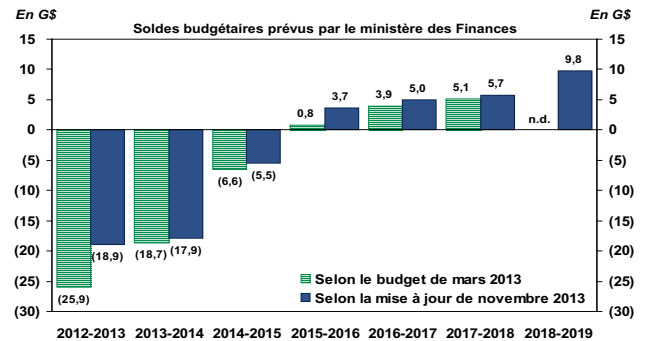
UN RETOUR À L'ÉQUILIBRE EN 2015-2016

La croissance économique un peu plus faible que prévu se traduit évidemment par une progression moins rapide des revenus budgétaires. Le ministère des Finances prévoit maintenant une hausse de 3,4 % pour 2013-2014 et de 4,6 % pour 2014-2015, alors que des augmentations de 3,8 % et de 5,9 % avaient été budgétées en mars dernier. Ce manque à gagner est toutefois entièrement contrebalancé par une progression moins rapide des dépenses de programmes et des frais d'intérêt. D'une part, le niveau des taux d'intérêt est un peu plus faible que prévu, en particulier au sein des échéances plus courtes. D'autre part, le gouvernement fait visiblement preuve d'une grande prudence dans ses dépenses de programmes. Par exemple, le gouvernement Harper a annoncé un nouveau gel des dépenses de fonctionnement des ministères à compter de 2014-2015 et le niveau des crédits inutilisés a été assez élevé d'un point de vue historique.

Au bout du compte, le déficit budgétaire attendu pour 2013-2014 a été ramené à 17,9 G\$, soit 0,8 G\$ de moins que les projections du budget de mars dernier. Cet écart favorable devrait s'accroître au cours des prochains exercices, ce qui permet au gouvernement de garder le cap vers un retour aux surplus en 2015-2016, mais avec un solde de 3,7 G\$ au lieu de 0,8 G\$ tel qu'anticipé dans le dernier budget. En 2014-2015, le solde prévu est maintenant de -5,5 G\$, mais ce montant inclut une réserve de 3,0 G\$ qui a de bonnes chances de s'avérer inutile (graphique 1).

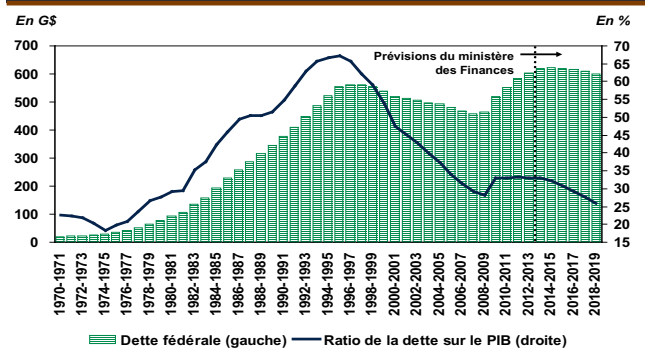
Du côté de la dette, son sommet devrait être atteint en 2014-2015, mais son niveau maximal pourrait être près de 10 G\$ de moins que prévu au printemps dernier. Une

Graphique 1 – Les soldes budgétaires s'amélioreront plus rapidement



n.d. : non disponible
Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 2 – La taille de la dette devrait diminuer de nouveau



Sources : Ministère des Finances du Canada et Desjardins, Études économiques

réduction graduelle devrait se concrétiser par la suite et le ratio de la dette fédérale sur le PIB pourrait descendre à 26,0 % en 2018-2019, soit un seuil inégalé depuis 1977-1978 (graphique 2).

DES FINANCES PUBLIQUES SOUS CONTRÔLE

Les projections financières du ministère des Finances présentées aujourd'hui indiquent un contrôle très serré des dépenses de programmes. Les résultats affichés pour l'exercice précédent donnent une grande crédibilité à ces projections. Alors que la croissance des dépenses budgétées pour l'exercice 2012-2013 était de 2,9 %, les résultats réels ont plutôt montré une hausse de seulement 0,9 %. Le gouvernement a donc montré qu'il était capable de livrer la marchandise en ce qui concerne le contrôle des dépenses. Il n'y a donc aucune raison de croire que le ministère dévierait de sa voie et raterait sa cible. Il pourrait même y arriver plus tôt que prévu!

Benoit P. Durocher
Économiste principal

Yves St-Maurice
Directeur principal et économiste en chef adjoint